

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Conseil d'administration
Séance du 26 novembre 2024

Délibération n° 4.1.1

Le 26 novembre 2024, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en présentiel et visioconférence..

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 28

Membres représentés (procuration) : 5

Quorum : 19

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.1.1 – Budget rectificatif 2024 Fondation

Visas :

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 modifié relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) ;

Vu la délibération n°3.2 du conseil d'administration de l'Institut Agro le 16 novembre 2021 portant création de la Fondation de l'Institut Agro.

Exposé des motifs :

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver :

Les autorisations budgétaires suivantes :

- 16,18 ETP dont 13,39 ETP hors plafond
- 1 964 583€ d'autorisation d'engagement dont :
 - o 775 925€ en personnel
 - o 1 186 658€ en fonctionnement
 - o 2 000€ en investissement
- 1 976 136€ de crédits de paiement dont :
 - o 775 925€ en personnel
 - o 1 198 211€ en fonctionnement
 - o 2 000€ en investissement
- 1 874 424€ de prévisions de recette
- - 101 712 € de solde budgétaire

Les prévisions comptables suivantes :

- 272 338€ de résultat patrimonial
- -13 452€ de capacité d'autofinancement
- -15 452€ de variation de fonds de roulement

ADOPTÉ :
à 28 voix pour
à 0 voix contre
à 2 abstentions

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 26 novembre 2024, approuve le budget rectificatif 2024 Fondation.

Fait le 26 novembre 2024.

**Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.**

La présente délibération est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.